Jeffrey Sachs et Vladimir Poutine discutent d’un nouvel ordre de sécurité en Europe

Le professeur Jeffrey Sachs est un professeur d’économie de renommée mondiale, un auteur à succès, un pédagogue novateur et une figure de proue du développement durable à l’échelle mondiale. Suivez la chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : https://www.youtube.com /@JeffreyDSachsOfficial Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les travaux de recherche du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com /paypalme/glenndiesen Buy Me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng GoFundMe : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés de Glenn Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 L’évolution de l’architecture de sécurité 02:01 L’essor de la multipolarité 10:00 Les États-Unis et l’hégémonie mondiale 19:46 L’avenir des relations entre les grandes puissances 29:57 Repenser la sécurité dans un nouvel ordre mondial

#Glenn

Rebonjour à toutes et à tous. Nous avons le plaisir de retrouver le professeur Jeffrey Sachs. Merci d’être revenu dans l’émission.

#Jeffrey Sachs

Quand tu veux, Glenn. Ça me fait plaisir d’être avec toi.

#Glenn

Vous savez, dans la littérature universitaire, on distingue deux formes d’architecture de sécurité. La première, c’est une architecture inclusive, fondée sur le principe de la sécurité indivisible : on cherche à assurer sa sécurité avec les autres membres. La seconde, c’est un système de blocs militaires. Là, la sécurité est un jeu à somme nulle : on cherche à se protéger des pays qui ne font pas partie du bloc. Pendant la guerre froide, bien sûr, on avait une politique de blocs. Mais on a tout fait pour essayer de mettre en place une forme d’architecture de sécurité inclusive avec les accords d’Helsinki, et on y est parvenus avec la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, en mille neuf cent quatre-vingt-dix. Mais là encore, on ne l’a pas fait durer. Bref, ce sur quoi je voudrais vous interroger, c’est la façon dont, au fil des décennies, les États-Unis ont eu tendance à privilégier la seconde option : la politique de blocs.

On a ainsi mis en place des systèmes d'alliances régionales qui ont souvent divisé les régions en deux camps : d'un côté, des alliés dépendants des États-Unis ; de l'autre, des adversaires des États-Unis, auxquels ces alliés faisaient contrepoids. Et aujourd'hui, tout ça semble se fissurer, alors que le monde est déjà passé à une répartition multipolaire du pouvoir. Au Moyen-Orient, on voit que les États du Golfe ne sont plus très à l'aise avec ce système. En Europe, bien sûr, on s'en rend compte aussi. Et en Asie de l'Est, ces discussions ont lieu également. L'architecture de sécurité qui repose sur un système d'alliances piloté par les États-Unis s'affaiblit, mais on n'a pas l'impression qu'une nouvelle architecture soit là pour la remplacer. Ce vide met beaucoup de gens mal à l'aise, et j'en fais partie. Comment voyez-vous l'évolution de ces dispositifs de sécurité aujourd'hui ? Parce que ce dont on parle en Europe ne concerne pas que l'Europe.

#Jeffrey Sachs

Je pense qu'en matière d'architecture de sécurité, bien sûr, ça dépend de l'État dont on parle. Les États-Unis avaient une ambition presque sans équivalent, et je pense que c'était aussi le cas de la Grande-Bretagne au dix-neuvième siècle : ils voulaient diriger le monde. Autrement dit, ils visaient l' hégémonie mondiale. Dans l'histoire, très peu d'États se sont retrouvés dans cette position, mais il y en a eu quelques-uns. Les Mongols pensaient pouvoir dominer le monde.

#Jeffrey Sachs

Alexandre le Grand pensait pouvoir conquérir toutes les terres connues, même s'il ne savait pas très bien jusqu'où elles s'étendaient. Il pensait pouvoir continuer, mais quand ses troupes sont arrivées en Inde, elles ont fini par lui dire : « Ça suffit. On rentre chez nous, en Macédoine. » Dans l'histoire, la plupart des grandes puissances n'ont pas cherché à établir une hégémonie mondiale, mais plutôt une forme d'hégémonie régionale. On ne sait pas quelle était l'ambition ultime de Napoléon, mais il voulait dominer l'Europe. Ça ne lui aurait pas déplu de dominer le monde entier, mais je pense que, concrètement, son objectif était plus ou moins de contrôler l'Europe. Donc, quand on parle d' architecture de sécurité, ça dépend vraiment de qui en parle. Et c'est vrai qu'il y a peut-être trois versions de cette histoire.

Quand il y a plusieurs puissances, on peut imaginer deux scénarios, les deux que vous avez évoqués au départ. Dans le premier, les puissances coopèrent d'une manière ou d'une autre. C'est ce qu'on appelle, bien sûr, un concert des puissances. L'exemple le plus célèbre de l'histoire moderne, c'est le Concert européen, né de l'accord conclu à Vienne après la défaite de Napoléon. À l'époque, quatre grandes puissances — la Grande-Bretagne, la Prusse, l'Autriche et la Russie — ont dit : « Nous allons coopérer. » Puis, après la restauration des Bourbons, la France a été admise en mille huit cent dix-huit, ce qui a porté à cinq le nombre de grandes puissances au sein du Concert. Leur objectif était d' éviter les conflits, et elles n'étaient pas organisées en blocs rivaux. Au contraire, ces cinq puissances se réunissaient, négociaient, réglaient les problèmes et essayaient de préserver une sorte de statu quo en Europe.

Et ça a plus ou moins fonctionné pendant plusieurs décennies, même si, bien sûr, les historiens débattent de la durée exacte de ce système et de son efficacité. Au début du vingtième siècle, près de cent ans après la naissance du Concert européen, ce système s'était désagrégé et avait laissé place à deux blocs rivaux. D'un côté, il y avait un bloc dirigé par le nouvel État allemand et l' Autriche. De l'autre, un bloc qui regroupait la Grande-Bretagne, la France et la Russie. À mon avis, c' est ce deuxième modèle, avec ses deux blocs rivaux, qui a mené à la Première Guerre mondiale. Une série de crises au cours de la première décennie du vingtième siècle a allumé la mèche, et l' assassinat de l'archiduc de l'Empire austro-hongrois a fini par mettre le feu aux poudres, en juillet mille neuf cent quatorze — ou peut-être à la fin juin. Je ne me souviens plus de la date exacte.

Mais quoi qu'il en soit, c'est ce qui a fini par entraîner ces deux blocs dans une guerre mondiale. Alors, quel rapport avec aujourd'hui ? Eh bien, pendant une bonne partie du dix-neuvième siècle, il y avait en Europe une sorte de concert des puissances. Mais à l'échelle mondiale, c'est l'Empire britannique qui dominait, parce qu'il régnait plus ou moins sur les océans. La Grande-Bretagne a bâti le plus vaste empire de l'histoire du monde. À son apogée, il regroupait environ un quart de la population mondiale et s'étendait sur quelque vingt-neuf millions de kilomètres carrés, ce qui en faisait le plus grand empire de l'histoire par sa superficie terrestre.

La Grande-Bretagne était donc la puissance hégémonique à l'échelle mondiale, je crois qu'on peut le dire. En même temps, en Europe, il y avait une sorte de concert entre plusieurs grandes puissances, et la Grande-Bretagne s'attachait toujours à maintenir l'équilibre pour empêcher l'une d'entre elles de prendre le dessus. Elle cherchait notamment à empêcher la Russie de devenir la puissance dominante en Europe. Puis il y a eu deux guerres mondiales. Ça a marqué la fin de l'Empire britannique et celle des empires européens à travers le monde. Et bien sûr, ça a aussi marqué la fin de toute forme de concert européen.

Et à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient de loin la première puissance mondiale sur les plans technologique, militaire, financier et économique. Pendant une courte période, jusqu'en mille neuf cent quarante-neuf, ils ont eu le monopole de cette nouvelle arme, la bombe atomique. Mais la Russie, sous la forme de l'Union soviétique, était bien sûr une immense puissance. Et à cause des choix qui ont été faits après mille neuf cent quarante-cinq, les États-Unis et l'Union soviétique, qui avaient combattu aux côtés du Royaume-Uni pour vaincre Hitler, sont devenus rivaux dans la lutte pour l'hégémonie. On est donc revenu à une politique de blocs, une politique très, très dangereuse, qui a failli déboucher à plusieurs reprises sur une guerre entre les deux grandes puissances. C'est sans doute lors de la crise des missiles de Cuba, en octobre mille neuf cent soixante-deux, qu'elles ont été le plus près d'entrer en guerre. Mais l'Union soviétique et les États-Unis en sont venus aux mains à plusieurs autres reprises. Quand l'Union soviétique a sombré dans une crise économique, politique et sociale dans les années mille neuf cent soixante-dix et mille neuf cent quatre-vingt, les États-Unis ont progressivement pris un ascendant beaucoup plus net.

Et puis, à la fin des années quatre-vingt, avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev et la période de réformes, l'Union soviétique elle-même a plongé dans une crise extrêmement profonde et aiguë, surtout sur le plan financier. Et toutes ces tensions — les échecs économiques, l'effondrement politique, les fractures sociales et les divisions politiques entre les différentes parties de l'Union soviétique — ont conduit à sa dissolution à la fin de l'année mille neuf cent quatre-vingt-onze. Et les États-Unis se sont proclamés puissance hégémonique mondiale, pays indispensable, seule superpuissance au monde. On nous a dit qu'on ne vivait plus dans un monde où les grandes puissances rivalisaient entre elles. C'était la fin de l'histoire, et l'histoire s'était achevée avec les États-Unis au sommet.

Et c'est certainement comme ça que les pays européens voyaient les choses. Les États-Unis étaient leur protecteur, leur allié. Ils acceptaient, plus ou moins, leur statut de vassaux. La Russie, en tant qu'État successeur de l'Union soviétique, était extrêmement faible. Elle démantelait ses capacités militaires et tentait de mener des réformes politiques et économiques pour répondre aux besoins d' une population en difficulté. L'idée que les États-Unis étaient la puissance hégémonique était donc largement admise. Bien sûr, ce qui rend nos études intéressantes, c'est que l'histoire ne s'arrête pas, et que l'économie et les rapports de force évoluent eux aussi. Et dans tout ça, ce sur quoi les États-Unis n'avaient pas compté, c'était la montée en puissance de la Chine. Pourtant, je dirais qu'on aurait pu bien mieux l'anticiper qu'on ne l'a fait.

Bien sûr, pendant des décennies, l'Asie dans son ensemble a progressé sur le plan économique. Mais l'essor économique du Japon, par exemple, n'a en rien changé l'équilibre géopolitique des forces, parce que le Japon était entièrement subordonné aux États-Unis. Et la Constitution imposée par les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale limitait très fortement les capacités militaires du Japon. Donc, l'essor de l'Asie transformait la structure de l'économie mondiale, mais il a fallu attendre la montée en puissance de la Chine pour que la répartition du pouvoir à l'échelle mondiale change. La Chine a entamé son ascension, aussi rapide que spectaculaire, après la mort de Mao en mille neuf cent soixante-seize et l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping en mille neuf cent soixante-dix-huit. Après mille neuf cent soixante-dix-huit, Deng a mené une politique économique absolument brillante, qui a permis à la Chine de connaître l'essor économique le plus spectaculaire et le plus rapide de l'histoire mondiale.

Je pense qu'on peut dire que l'économie chinoise a connu une croissance de dix pour cent par an pendant une quarantaine d'années. Enfin, c'était du jamais-vu. Ça veut dire qu'en termes réels, la taille de l'économie chinoise a été multipliée par quarante environ. Elle est devenue la première économie mondiale, en dépassant les États-Unis au cours des années deux mille dix. Bien sûr, tout ça se mesure selon ce qu'on appelle la parité de pouvoir d'achat. Mais aujourd'hui, l'économie chinoise est nettement plus importante que celle des États-Unis, non pas par habitant, mais dans son ensemble. Sa production industrielle est bien plus importante dans presque tous les secteurs.

Ses échanges commerciaux avec le reste du monde sont aussi bien plus importants. La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial de quelque cent quarante pays, sans doute, dont des pays du continent américain, des pays d'Asie, bien sûr, la plupart des pays d'Afrique, et ainsi de suite.

Voilà donc ce que les États-Unis n'avaient pas compris au départ. Mais avec la montée en puissance de la Chine, celle de l'Inde, un peu plus lente mais tout de même importante sur les plans économique et militaire, et le redressement économique et militaire de la Russie, on était clairement entrés dans un monde multipolaire au début des années deux mille vingt. Les États-Unis n'avaient pas accepté cette réalité. Et quand je dis « les États-Unis », je parle des stratèges américains, de la CIA et de l'appareil de sécurité américain. Ils partaient alors du principe, et ils le font encore aujourd' hui, que la Chine est une rivale et que la Russie l'est aussi, dans une certaine mesure. L'Inde, elle, n' est pas vraiment sur leur radar.

Les États-Unis restent le pays le plus puissant, et ils sont en concurrence directe avec la Chine. Mais l' ère de l'hégémonie américaine n'est pas terminée, si l'on en croit Washington et la plupart de mes collègues dans les universités de la côte Est, et ainsi de suite. Donc, tout ça veut dire qu'on commence à peine à réfléchir à la véritable architecture de la géopolitique d'aujourd'hui, parce que l' Europe, au fond, se perd dans une russophobie complètement confuse, dans une peur panique de la Russie. Elle reste subordonnée aux États-Unis, alors même que ceux-ci la malmènent de toutes les manières possibles.

Les Européens, pour la plupart, croient encore qu'on vit dans un monde dominé par l'OTAN, avec les États-Unis à sa tête, et qu'il suffit d'attendre que Donald Trump s'en aille pour que, d'une façon ou d' une autre, tout rentre dans l'ordre. Le monde qu'ils connaissent, où ils se satisfont d'être les vassaux des États-Unis et où les États-Unis sont la puissance dominante, finira par s'imposer à nouveau. Donc, du point de vue européen, il n'y a aucun intérêt à discuter de l'architecture stratégique. Tout ce qui les intéresse, c'est d'attendre le départ de Donald Trump, de voir l'OTAN retrouver sa supériorité et, à terme, de voir la Russie battue sur le champ de bataille en Ukraine. Du point de vue des États-Unis, le monde paraît bipolaire. Les États-Unis estiment être engagés dans une sorte de rivalité morale avec la Chine, mais ils pensent avoir encore la plupart des cartes en main, compte tenu du rôle du dollar et de leur domination financière.

Ils pensent qu'ils sont en train de gagner la course à l'IA, que l'intelligence artificielle sera la clé, et ainsi de suite. Du coup, les États-Unis n'ont pas vraiment réfléchi en profondeur à l'architecture stratégique. Mais nous qui observons la situation, vous et moi, nous savons que le monde est différent, très différent de ce qu'imaginent les dirigeants européens. On ne reviendra pas à un monde dirigé par les États-Unis et l'OTAN, où la Russie serait vaincue et où l'OTAN dominerait. C'est une illusion, et c'est tragique, parce que ça mène à la destruction totale de l'Ukraine, sur la base d' un pari que rien ne justifie. Et je dirais que, partout dans le monde, on prend assez vite conscience qu'on vit dans un monde très différent.

Et cette année, l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, complètement irréfléchie, presque dictée par un caprice, à vrai dire, et pourtant tragique, a révélé à quel point l'Amérique est faible. L'Amérique n'arrive même pas à vaincre l'Iran, certainement pas sans détruire le Moyen-Orient, alors de là à dominer le monde… Et l'Arabie saoudite, l'un des alliés de l'Amérique, n'arrive pas à vaincre le Yémen. Les choses ont énormément changé. Dès qu'on sort du siège de l'OTAN à Bruxelles, ou qu'on s'éloigne de Berlin, de Londres ou de Washington, le monde a déjà un tout autre visage. Et c'est pour ça que, partout ailleurs dans le monde, tout le monde se demande, à juste titre : « Où est-ce qu'on va ? » Et ça nous amène au fond du sujet, au point essentiel que vous soulevez : il y a, à mon avis, au moins quatre grandes puissances.

On dit généralement qu'il y a deux grandes puissances : les États-Unis et la Chine. Pour moi, il est incontestable que la Russie en est une troisième. Son économie n'est pas aussi importante que celle des États-Unis ou de la Chine, mais par sa superficie, elle est presque deux fois plus grande que chacun de ces deux pays. Elle couvre dix-sept millions de kilomètres carrés, contre environ neuf millions pour la Chine et autant pour les États-Unis. C'est un pays immense qui s'étend à travers l'Eurasie. Il possède le plus grand arsenal nucléaire au monde. C'est un pays technologiquement avancé et, en parité de pouvoir d'achat, c'est la troisième économie mondiale, derrière la Chine, qui arrive en tête, et les États-Unis, qui occupent la deuxième place. Elle est donc loin de faire de la figuration dans ce classement géopolitique.

Je compterais aussi l'Inde parmi les grandes puissances. C'est le pays le plus peuplé du monde. C'est une puissance nucléaire. Elle dispose de technologies de pointe, mais la pauvreté y persiste, même si la proportion de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté baisse rapidement. Je dirais donc qu'il y a quatre grandes puissances. Mais l'Inde ne s'est pas affirmée sur le plan géopolitique. Je dirais qu'elle est en partie alignée sur les États-Unis, tout en restant en partie non alignée au sein des BRICS, le groupe des économies émergentes. La vraie question pour l'organisation du monde de demain, c'est donc de savoir si ces grandes puissances vont coopérer ou se scinder en deux blocs, l'un mené par les États-Unis et l'autre par la Chine. Ce sont vraiment les deux scénarios les plus probables pour la géopolitique mondiale des vingt prochaines années. Je dirais que nous serons bien plus en sécurité si les grandes puissances coopèrent au sein d'une sorte de concert des grandes puissances.

Et la rencontre entre les présidents Xi, Poutine et Trump, la semaine dernière à Shenzhen, en Chine, lors du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique, donnait un aperçu de ce que pourrait être un concert des grandes puissances. Les grandes puissances se réuniraient et coopéreraient. Elles ne se contenteraient pas d'une rencontre cordiale : elles publieraient une déclaration fixant des objectifs communs, puis travailleraient ensemble à les atteindre. Quand cette rencontre a eu lieu au sommet de l'APEC, la presse américaine et européenne a été absolument horrifiée de voir Trump, Poutine et Xi coopérer et sourire, et d'entendre le président Trump aller jusqu'à dire que le président Poutine était son ami. J'ai écrit un article qui s'intitulait quelque chose comme « Horror, Horror, Horror: Peace Is at Hand. »

La presse occidentale s'est scandalisée que ces trois grandes puissances puissent se retrouver dans une ambiance cordiale. On est censés être en guerre. On est censés s'affronter. L'Amérique est censée mener la lutte contre ces puissances maléfiques que sont la Chine et la Russie. Ça m'a rappelé George Orwell. C'est presque comme si on voyait Orwell prendre vie sous nos yeux. Dans *1984*, le roman d'Orwell, l'Océania, c'est l'Europe et les États-Unis, et Big Brother vous apprend que vous êtes censés détester les deux autres puissances, l'Eurasia et l'Estasia. Et voilà nos trois puissances. Chez Orwell, bien sûr, elles sont toujours en guerre. C'est la guerre perpétuelle. Et Big Brother veille à ce que vous compreniez bien que votre État incarne le bien absolu et que les autres incarnent le mal absolu. Et c'est ce qu'on a vu dans *The New York Times*, *The Wall Street Journal*, *The Washington Post* et *The Financial Times*.

C'était vraiment la couverture médiatique la plus pitoyable, la plus ridicule qui soit, alors qu'on aurait dû s'en réjouir : Dieu merci, les dirigeants des trois pays les plus puissants se parlent vraiment de la maîtrise des armements nucléaires, des moyens d'éviter une guerre nucléaire et du renforcement des Nations unies. Mais ça a été accueilli avec horreur, avec horreur. Ils s'entendent ! Oh mon Dieu, qu'est-ce qu'on va faire s'il y a la paix ? Alors, Glenn, la grande question aujourd'hui, c'est sans doute de savoir si les grandes puissances vont former une sorte de concert des puissances, qui pourrait sauver le monde de la folie, ou si le monde va se diviser en blocs dans une nouvelle guerre froide, avec cette fois une Chine dominante face à un bloc américain.

Je voudrais ajouter deux choses. D'abord, quand les trois dirigeants se sont rencontrés, il y a un titre qu'on voyait partout : « Yalta deux ». L'idée, c'était que, comme à la conférence de Yalta, début février mille neuf cent quarante-cinq, on cherchait une fois de plus à diviser le monde en sphères d'influence. On nous a présenté ça comme une réunion sordide où ces trois dirigeants allaient se partager le monde en trois sphères d'influence. Eh bien, je tiens simplement à dire que ce n'est pas du tout ce qui s'est passé à Yalta en mille neuf cent quarante-cinq. Tout ce discours sur « Yalta deux » et le partage du monde témoigne d'une ignorance totale de ce qui s'est réellement joué à Yalta.

Le résultat le plus important de Yalta, c'est qu'on s'est mis d'accord sur la façon dont l'ONU serait créée et sur les règles du jeu au Conseil de sécurité. Les grandes puissances se sont aussi engagées à occuper ensemble l'Allemagne après sa défaite imminente. Et elles ont convenu qu'elles poursuivraient toutes ensemble — les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique — la guerre contre le Japon jusqu'à sa défaite. Mais à Yalta, on n'a pas divisé le monde en zones d'influence. Ça, c'est un premier point. Et dans le même ordre d'idées, les grandes puissances peuvent trouver des accords sans se découper le monde en zones d'influence.

C'est un contresens grossier de la part des va-t-en-guerre, ou alors, c'est de la propagande. L'idée, c'est que si les États-Unis s'entendaient avec la Russie et la Chine, la Russie aurait sa sphère d'influence, la Chine aurait la sienne, et nous, on aurait la nôtre. C'est une drôle de façon de comprendre l'histoire de la conférence de Yalta, et l'idée elle-même est bizarre. Les grandes puissances peuvent très bien s'entendre sans se partager le monde en sphères d'influence. Ce sur

quoi elles s'entendent, c'est qu'elles ne se feront pas la guerre. Ça ne veut pas dire pour autant qu' elles vont dominer leurs propres voisins, par exemple.

C'est une tout autre question. Voilà pour ce premier point. La dernière chose que je dirais, c'est que, dans ce nouveau monde où les États-Unis ne sont plus la puissance hégémonique, toutes les régions qui ont misé sur l'hégémonie américaine devront tôt ou tard revoir leur position. L'Europe va devoir le faire. On voit bien quelques débuts de réflexion en Europe, mais ils sont rares. L'Europe est la région la plus déboussolée en ce moment. Difficile d'imaginer un endroit plus dépourvu de dirigeants, plus à la dérive et plus russophobe. Mais oui, l'Europe va devoir se doter d'un dispositif de sécurité qui tienne compte du fait qu'elle n'est pas un vassal des États-Unis. Ça ne veut pas dire qu'il faut entrer en guerre contre la Russie, bon sang.

C'est l'erreur que font Merz et Macron, et bien sûr l'actuel Premier ministre britannique, quel qu'il soit. Je sais que c'est Burnham, mais ils se succèdent tellement vite que ça n'a pas vraiment d' importance. Ce que je veux dire, c'est que oui, l'Europe va devoir se doter d'une nouvelle architecture de sécurité. Si les Européens ont un peu de jugeote, ils ne vont pas s'organiser contre la Russie, parce que ça pourrait nous faire tuer tous autant qu'on est. Ils vont travailler avec la Russie pour mettre en place un dispositif de sécurité qui inclut tout le monde. Et voilà mon tout dernier point : ça se passe aussi ailleurs dans le monde. Je reviens d'une réunion en Égypte où l'on discute actuellement des dispositifs de sécurité pour le Moyen-Orient, parce que la majeure partie de la région, et en tout cas les pays du Golfe, a tout misé sur la protection des États-Unis, exactement comme l'Europe. Les États du Golfe se sont dit : « Eh bien, les États-Unis vont nous protéger de l' Iran. »

« Ça va nous protéger contre quiconque essaiera de nous prendre nos champs pétroliers. » Maintenant, ils savent que c'est absurde. Les États-Unis attirent les ennuis. En ce moment, ils ne protègent personne. Alors, petit à petit, les États du Golfe sont bien obligés de comprendre que ce n' est pas en s'opposant à l'Iran qu'ils assureront leur sécurité. En réalité, leur sécurité devra reposer sur une forme d'accord au sein même de leur région, entre les États arabes, l'Iran, la Turquie, et ainsi de suite. Et c'est pareil en Asie de l'Est. Le Japon est intimement convaincu que les États-Unis le sauvent de la Chine. C'est une drôle d'idée. La Chine n'a absolument aucune visée sur le Japon. Elle n'en a jamais eu. C'est le Japon qui a envahi la Chine après mille huit cent quatre-vingt-quatorze, pas l'inverse. Mais quoi qu'il en soit, le Japon et la Corée vont devoir comprendre que les États-Unis ne vont pas les sauver. Ils vont devoir coopérer avec la Chine.

Il va falloir qu'ils mettent en place, en Asie de l'Est, un dispositif de sécurité qui ne repose pas sur l' hégémonie des États-Unis. Bref, on peut s'entendre pour que les nations se concertent au sein d'une région, et que les grandes puissances fassent de même à l'échelle mondiale. Ou alors, on peut former des alliances qui dressent un camp contre l'autre. L'histoire montre que quand on forme des alliances, la guerre devient beaucoup plus probable. Si, au contraire, on cherche à bâtir une architecture qui inclut tout le monde et repose sur la concertation entre les nations, alors on peut vraiment faire la paix. Et donc, tout ce bellicisme occidental est irréfléchi, ne tient aucun compte de l'

histoire, et il est stupide et dangereux. Ce dont on a vraiment besoin, c'est que les grandes puissances s'entendent. Et il nous faut, dans chaque région du monde, une architecture de sécurité où les pays voisins agissent de concert, au lieu de se ranger dans des camps opposés et de compter sur une grande puissance pour les protéger de l'adversaire d'en face.

#Glenn

C'est un paradoxe intéressant : quand les institutions nous apportent de la stabilité et de la sécurité, on n'a pas envie de les changer. Mais le problème, c'est qu'elles n'assurent la stabilité et la paix que dans la mesure où elles sont capables de refléter les réalités du moment. Et plus on les juge efficaces, moins elles ont de chances d'évoluer quand le monde change. Alors je comprends qu'on repense avec une certaine nostalgie à l'architecture de sécurité de ces quatre-vingts dernières années et qu'on veuille la préserver. Mais si elle ne répond plus aux besoins d'aujourd'hui, résister au changement peut faire pas mal de dégâts.

#Jeffrey Sachs

J'ajouterais quand même, Glenn, que vous êtes un grand historien de cette période, et que j'ai fait de mon mieux pour bien la comprendre. Je n'ai aucune nostalgie de la guerre froide. Je n'ai aucune nostalgie d'un monde sous la direction des États-Unis. Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu d'ordre internationaliste libéral. Je pense qu'il y avait un bloc dirigé par les Américains, mais il n'était pas stable. Il était extraordinairement fragile. Il a failli mener à l'anéantissement de l'humanité en mille neuf cent soixante-deux. Du milieu des années cinquante jusqu'à la crise des missiles de Cuba, nous étions au bord de la guerre. Après la crise des missiles de Cuba, il y a eu une période de relative détente, qui a commencé avec la signature, par John F. Kennedy et Khrouchtchev, du traité d' interdiction partielle des essais nucléaires, à l'été mille neuf cent soixante-trois. Puis est venue la détente entre Nixon et l'Union soviétique de Brejnev, au début des années soixante-dix.

Mais ensuite, les tensions sont remontées en flèche au début des années mille neuf cent quatre-vingt, quand Reagan est arrivé au pouvoir. Il avait à la tête de la CIA un type complètement fou, William Casey, qui excellait dans l'art de déstabiliser. Puis Gorbatchev est arrivé. C'était un homme d' État remarquable, qui œuvrait pour la paix, et il a rendu à nouveau possible un concert européen. Cela a été consacré par la Charte de Paris, la nouvelle charte pour l'Europe, qui appelait à une sécurité indivisible. Mais les États-Unis ont tout fait capoter en disant : « Non, nous ne voulons pas d' une sécurité indivisible pour l'Europe. Nous voulons l'hégémonie américaine, en élargissant l'OTAN pour encercler la Russie. » Et c'est ce qui nous a conduits au conflit en Ukraine. Donc, je n'ai aucune nostalgie de tout ça. Je pense qu'on a raté, les unes après les autres, les occasions de mettre en place un véritable concert européen.

C'est un très, très vaste sujet, mais je pense qu'on aurait pu éviter toute la guerre froide si on avait fait de l'Allemagne un État neutre et démilitarisé après mille neuf cent quarante-cinq. Beaucoup d' éléments historiques laissent penser que l'occupation soviétique de toute l'Europe de l'Est aurait pu

prendre fin comme celle de l'Autriche en mille neuf cent cinquante-cinq, quand l'Autriche a proclamé sa neutralité. L'Union soviétique voulait faire passer un message. Les Soviétiques voulaient une zone tampon entre eux et l'Allemagne qui, sous Hitler, avait coûté la vie à vingt-sept millions de Soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale. Et les États-Unis et le Royaume-Uni n'ont jamais respecté les préoccupations des Soviétiques pour leur sécurité, pas un seul instant après mille neuf cent quarante-cinq. C'est exactement comme aujourd'hui : les pays de l'OTAN se fichent, se foutent complètement de ce que la Russie dit depuis trente-six ans sur les inquiétudes que l'élargissement de l'OTAN lui inspire pour sa sécurité.

C'est toute l'idée depuis mille neuf cent quarante-cinq : ne jamais respecter les préoccupations de l' Union soviétique, puis de la Russie, en matière de sécurité, parce qu'il s'est toujours agi d'imposer une hégémonie sous la direction des États-Unis. Et c'est pour ça que je n'en ai aucune nostalgie. Peut-être que les Européens, ou du moins les responsables politiques européens, en ont la nostalgie parce qu'ils ont grandi dans ce système. Aujourd'hui, les États-Unis ont formé la quasi-totalité des responsables politiques européens à la soumission. Et ça se voit. Ils sont tous passés par l'Atlantic Council ou le German Marshall Fund, ou ont décroché une bourse dans une université américaine, pour prouver qu'ils étaient de bons atlantistes, prêts à s'incliner devant l'hégémonie américaine. Alors c'est peut-être là qu'interviennent leur nostalgie ou leur intérêt personnel. Mais ce que je veux dire, c'est que moi, je n'en ai aucune nostalgie.

#Glenn

Je pense que la nostalgie de la guerre froide et le fait de la glorifier posent problème. Je sais que vous n'avez plus le temps, mais je tenais à vous poser une question sur votre voyage en Chine. Vous étiez sur place lors de cette réunion trilatérale et vous avez eu l'occasion de parler avec Poutine. — Oui. — J'imagine que vous avez parlé de l'architecture de sécurité européenne, mais je n'en suis pas certain. Vous avez encore un peu de temps, ou… ?

#Jeffrey Sachs

Oui, je peux prendre deux minutes pour en parler. J'étais au sommet de l'APEC et j'ai eu la chance de pouvoir discuter de ces questions avec le président Poutine. Je ne dirais pas qu'on en a parlé très, très longuement, mais on a quand même pris le temps d'en parler. D'une certaine façon, je lui disais que je comprenais son point de vue et qu'il y avait une architecture de sécurité qui tenait la route. Je lui ai dit que, personnellement, j'avais la conviction et l'espoir que, si le président Trump prononçait une seule phrase — « L'OTAN ne s'élargira pas à l'Ukraine » —, ça obligerait les Européens à sortir des illusions dans lesquelles ils sont aujourd'hui et à comprendre que, oui, il va y avoir une nouvelle architecture de sécurité et qu'elle doit être inclusive.

Et ça devrait s'appuyer sur les traités et les mécanismes dont on est convenu en Europe depuis mille neuf cent soixante-quinze, depuis l'Acte final d'Helsinki. C'est donc le point de vue que j'ai exposé au président Poutine. Par principe, je ne répète jamais ce que me disent les présidents. Mais la

discussion portait sur l'architecture de sécurité européenne. Et moi, ce que je déplorais, c'est qu'en privé, beaucoup d'Européens disent : « Ah oui, l'OTAN ne va pas s'élargir à l'Ukraine. » Et de hauts responsables américains, je peux vous le dire, disent : « Oui, oui, l'OTAN ne va pas s'élargir à l' Ukraine. » Mais si vous leur demandez : « Alors, pourquoi vous ne le dites pas publiquement ? », ils répondent : « Ah non, non, on ne peut pas le dire publiquement. Ah non, non, non, non, non. »

« Notre porte est ouverte. » Et moi, je leur dis : « La guerre va continuer parce que vous refusez de dire en public ce que vous venez de dire en privé ? » « Oh, Jeff, tu sais, c'est très difficile. » Alors, en gros, c'est de ça que je me lamentais avec le président Poutine. Je trouve ça hallucinant. Je sais que beaucoup de dirigeants européens savent très bien que l'OTAN ne va pas s'élargir à l'Ukraine, qu' elle ne devrait pas le faire et que les États-Unis leur ont forcé la main pour qu'ils donnent leur accord, ce qui était irresponsable. Mais ce sont des lâches, et pour l'instant, ils refusent de le dire. Et je le sais de première main. Ce ne sont pas des suppositions. Ils me l'ont dit en face. Et c'était le sujet de ma conversation avec le président Poutine.

#Glenn

Eh bien, ils l'ont dit très ouvertement en deux mille huit, quand on a proposé à l'Ukraine d'adhérer à l' OTAN. Donc ce n'est pas un grand secret, et c'est pour ça que c'est terriblement frustrant de voir qu' aujourd'hui, ça prête à controverse.

#Jeffrey Sachs

Exactement. C'est controversé de dire ça.

#Glenn

Ouais.

#Jeffrey Sachs

C'est incroyable, parce qu'en privé, ils vous disent : « Oui, c'était une terrible erreur. » Et là, vous leur dites : « Dites-le publiquement. »

#Glenn

« Oh non, non, on ne peut pas. »

#Jeffrey Sachs

« Article dix. La porte de l'OTAN est ouverte. » Incroyable. C'est juste bizarre. Et c'est à cause de ça que la guerre continue.

#Glenn

Jeff, ça me fait toujours plaisir de te voir, mon ami. J'ai hâte de te retrouver à New York dans deux semaines environ.

#Jeffrey Sachs

Excellent. Très bien. J'ai hâte.

#Glenn

Merci beaucoup d'être venu sur notre plateau.

#Jeffrey Sachs

Merci beaucoup. Au revoir.